



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lancement de « L’Observatoire des droits humains et syndicaux pour l’Afghanistan »

Suite à la chute de Kaboul le 15 août 2021 et au retour des Talibans au pouvoir, les conditions de sécurité des syndicalistes Afghans se sont encore aggravées. Partout sur le territoire, à mesure que les forces talibanes regagnaient du terrain, ce sont entre autres, les syndicalistes qui faisaient partie de leurs premières victimes. Les premiers responsables de l’Union Nationale des Travailleurs et des Salariés d’Afghanistan (NUAWE) n’ont eu d’autres choix que de quitter leur pays mais sans renoncer pour autant au combat.

Après avoir pris les mesures nécessaires afin de les aider à quitter leur pays, les trois principales organisations syndicales française – dont bien évidemment la CGT – présente à leur côté depuis de nombreuses années, ainsi que plusieurs structures syndicales internationales, comme la Confédération Syndicale Internationale (CSI), étaient rassemblées autour des dirigeants du NUAWE à Paris, lundi 2 mai 2022, pour officialiser la création de « L’Observatoire des droits humains et syndicaux pour l’Afghanistan ».

Les Talibans n’ont pas changé

Le fanatisme et la haine sont toujours au cœur de leur idéologie et ils s’en prennent toujours aux mêmes personnes. Le travail informel devient la règle, les aides internationales ont disparu dans le pays.

Selon les statistiques officielles, 51 % des hommes et 59 % de femmes seraient sans emploi.

- 4 000 femmes travaillant dans les institutions gouvernementales ont été chassées de leur travail ;
- 303 000 enfants ne peuvent plus accéder à l’école ;
- 33 000 enseignantes ont été, du jour au lendemain, empêchées de travailler ;
- 9 millions d’Afghans ont quitté leur pays afin de ne pas subir le chômage et la répression ;
- près de 90 % de la population souffrirait de la faim.

De nombreux journalistes sont abattus sommairement mais environ 800 parmi eux ont pu être exfiltrés et nombre d’entre eux vivent encore cachés.

Environ 2 000 réfugiés sont arrivés en France depuis cet été officiellement. Malgré les promesses gouvernementales et de certaines municipalités, beaucoup d’Afghans dorment dans nos rues.

Les organisations présentes ce 2 mai ont pris l’engagement de poursuivre, de façon pérenne, avec cet observatoire, la lutte pour l’instauration en Afghanistan d’un régime démocratique, soucieux de l’égalité de genre et de la liberté de pensée et d’expression. Elles s’engagent à soutenir les syndicalistes dans le pays ainsi que leur lutte pour les droits syndicaux.

Montreuil, le 4 mai 2022